

Châlons-en-Champagne, le **21 JUIL. 2020**

Référence : IC.2020.07.3-1

Vos réf. :

Affaire suivie par : Boris Montagne

boris.montagne@marne.gouv.fr

Tél. 03 26 70 81 94 – 06 82 46 09 09

courriel : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr

LR n°

Monsieur le Directeur,

Un dossier de réexamen des conditions d'exploitation de vos installations de traitement des déchets de SAINT BRICE-COURCELLES a été transmis à mes services le 13 septembre 2019. Il fait suite à la parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (« BREF WT – Waste Treatment ») par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 et en application des articles R. 515-70 et R. 515-81 du code de l'environnement.

Je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive n° 2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je ne prends pas de prescriptions complémentaires.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par mes services dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Par ailleurs, tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette même date.

Vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement, ni l'application de techniques alternatives.

**Monsieur le Directeur
Société CHIMIREC VALRECOISE
Route industrielle – ZI SUD
60130 – Saint Just en Chaussée**

De plus, je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe l'arrêté n° AP 2020-DIV-88 prenant en compte votre demande, en date du 26 mai 2020, relative à la modification de l'arrêté n° 97.A.44.IC du 25 juillet 1997 visant à intégrer la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Vos activités visent également la rubrique 3550 de cette même nomenclature. Elle a été par conséquent également intégrée au sein de l'arrêté joint au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, et par délégation, le sous-préfet de
Reims, Secrétaire Général par suppléance



Jacques LUCBEREILH